

LE BULLETIN DU STRASS

numéro 2



Août 2012

EDITO

Bonjour à toutes !

Voici le deuxième numéro du bulletin du Strass, le syndicat du travail sexuel. Nous nous excusons du retard accumulé depuis le premier numéro. L'actualité politique a pris la majorité de notre temps et énergie comme vous pourrez le lire plus loin. Bien que la répression contre nous se durcisse, que les débats sur la pénalisation des clients soient de plus en plus présents, nous continuons à nous battre, en rencontrant des éluEs locaux, en nous faisant entendre dans les médias, en manifestant et en développant des liens avec nos alliéEs. Le Strass est votre syndicat : en tant que tel c'est un outil de combat. Ensemble, nous ferons entendre nos voix. Ensemble, nous battons pour qu'enfin nous ne soyons plus méprisées et que nos droits soient respectés !

ACTUALITE DU STRASS

Rappel sur ce qu'est le STRASS et à quoi il sert

Le Strass a été créé en 2009 lors des Assises de la Prostitution à Paris. Depuis, il est devenu une voix importante dans le débat sur le travail du sexe. Le Strass se bat pour la reconnaissance du travail sexuel comme un travail, l'application du droit commun pour toutes et l'abrogation des lois nous criminalisant (lois sur le racolage ou le proxénétisme de soutien).

Le Strass s'inscrit dans un mouvement international et s'inspire des exemples de syndicats de travailleurSEs du sexe dans d'autres pays. En Argentine par exemple, le syndicat AMMAR réunit plus de 15 000 prostituées et a permis de réduire les violences policières et à ses membres d'accéder aux aides sociales. Comme tout syndicat, la force du Strass réside dans ses adhérentES et leur implication. L'Union fait la force ! Rejoignez le Strass !

Projet juridique

Grâce au financement d'une fondation féministe hollandaise, le Strass a récemment pu embaucher deux juristes à temps partiel. Leur travail permettra à nos membres de mieux défendre leurs droits face aux abus et violences de l'État, de la police et de certains membres du public ou de nos clients, notamment par la réalisation de fiches juridiques et de formations destinées aux travailleurSEs du sexe.

Procès STRASS / Zoughebi

Le 14 décembre 2011, la Cour d'Appel de Paris confirmait en appel la condamnation d'Henriette ZOUGHEBI, Vice présidente (PC) du Conseil Régional d'Île de France, reconnue coupable dès la première instance de diffamation envers le STRASS pour nous avoir qualifiés sur son blog de « proxénètes déguisés en prostituées ou en alliées des prostituées ». Nous avons salué cette décision qui rappelle que si la liberté d'expression doit être respectée dans le débat sur la prostitution, elle n'autorise pas la diffamation envers les travailleurSEs du sexe qui défendent leurs droits.

Actions-manifestations

1er Décembre 2011 : Journée mondiale de lutte contre le sida : le STRASS participe à la manifestation à l'appel d'Act Up-Paris, et tient un discours rappelant que les travailleurSEs du sexe sont des acteurs/actrices majeurES de la lutte contre le sida.

17 décembre 2011 : Journée mondiale contre les violences faites aux travailleurSEs du sexe : à Paris, nous marchons avec les associations et structures alliées. D'autres manifestations ont lieu notamment à Lyon, avec le soutien de l'association Cabiria et à Toulouse avec Griselidis.

8 Mars : Journée Internationale des droits des femmes : le STRASS, avec l'aide d'Act Up-Paris, a lancé un appel alternatif à l'appel officiel du CNDF qui réclamait la pénalisation des clients. Notre appel a notamment été signé le NPA et le Planning Familial. Symboliquement, le fait est très fort, puisque, pour la première fois, des travailleurSEs du sexe purent participer à cette manifestation sans crainte d'en être éjectées, et au contraire soutenues par une partie du mouvement féministe.

1er et 2 Juin 2012 : Le 1er Juin, les 6e Assises de la Prostitution ont réuni de nombreuses associations de santé communautaire et de travailleuses du sexe ; nous avons échangé autour de plusieurs thématiques. Un atelier sur le Strass et un sur la pénalisation des clients ont permis de discuter de la proposition de loi et des moyens d'agir. Le lendemain se tenait l'Assemblée Générale du Strass, suivie de la Pute Pride, où 250 prostituées et alliées ont marché de Pigalle à Châtelet.

A Marseille, le **23 Juin 2012**, des membres du Strass se sont réunis avec le syndicat SUD pour une après-midi de discussion sur le thème de solidarité entre travailleurs. La veille, les membres du Strass sont allés rencontrer les travailleuses du sexe du centre ville et périphérie de Marseille pour les inviter à rejoindre le Strass et se battre avec nous.

Le même week end, le Strass tenait un stand d'information aux Solidays de Paris, festival de musique en soutien à Solidarité Sida.

Le **7 Juillet 2012**, à Paris, le Strass avec ACT Up-Paris ; Aides ; Acceptess-transgenre et le Collectif du XVIème, manifestaient de Pigalle à Strasbourg St Denis contre les propositions publiques de la Ministre des Droits des Femmes Najat Vallaud-Belkacem de voir disparaître la prostitution.

Suite à ces déclarations, le **28 juin 2012**, quelques membres du Strass et d'Act Up-Paris ont interrompu (zappé en langage activiste !) une intervention publique sur "Entrepreneuriat au Féminin" de la Ministre des Droits des Femmes aux cris de "Clients pénalisés, putes assassinées" "Najat Vallaud-Belkacem, criminelle! complice du Sida et des mafias!".

Dans l'heure qui suivit le zap, le directeur du cabinet du ministère prenait rendez vous avec le Strass pour un entretien. Plusieurs membres du Strass et la Présidente du Collectif du XVIème se sont rendus à ce rendez-vous. Malgré les preuves et dossiers contre la criminalisation du travail sexuel apportés par le Strass, la Ministre persiste sur ses positions. Pire ! le gouvernement ne tiendrait pas ses promesses électorales concernant l'abrogation du racolage passif.

Le Strass tiendra un stand contre la pénalisation des clients à la Fête de l'Humanité, un grand festival communiste mêlant musique et politique le **15 et 16 Septembre 2012** à Paris.

Durant l'été, la répression continue de s'accroître: Paris, Bordeaux, Lyon, Nice, Avignon et ailleurs...

Nos pensées se tournent vers nos amies et collègues victimes de crimes et violences policières, racistes et transphobes.

projet de pénalisation des clients

Depuis l'an dernier, le mouvement abolitionniste, qui a pour but de faire disparaître la prostitution, a renforcé son influence. Ce mouvement n'est pas nouveau mais se développe aujourd'hui en Europe, suivant le modèle suédois de pénalisation des clients. Considérant que toute prostitution est une violence, les abolitionnistes prétendent sauver les travailleuses du sexe contre leur gré et refusent d'admettre que pénaliser les clients crée des conditions de travail encore plus dangereuses.

Le 6 décembre 2011, Danielle BOUSQUET (PS), et Guy GEOFFROY (UMP), font voter à l'Assemblée Nationale une résolution « réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution », proposant dans la foulée une proposition de loi visant à pénaliser les clients. Le STRASS et ses alliées se rassemblent devant l'Assemblée Nationale pour manifester contre le vote de cette résolution. La résolution n'a aucun poids juridique, et la proposition de loi ne figure pas encore à l'ordre du jour à l'Assemblée, mais doit être surveillée de près.

Le STRASS a en outre fait parvenir à toutes les députés de l'Assemblée Nationale une lettre, accompagnée d'un dossier de presse, expliquant pourquoi la pénalisation des clients est néfaste, dangereuse et contre-productive en terme de lutte contre l'exploitation sexuelle. A Lyon, l'association Cabiria a lancé une campagne d'interpellation des députés, par le biais de cartes postales. Les femmes de Vincennes ont également envoyé un courrier aux députés, réaffirmant leur opposition au projet de pénalisation des clients, et dénonçant la dégradation de leurs conditions de travail, le harcèlement policier, et le mépris du gouvernement vis-à-vis de la parole des premières concernées par ces politiques.

Vous aussi, agissez et faites connaître votre position auprès de vos députéEs et autres élus locaux/LEs. Nos politiques doivent entendre les premierEs concernéEs : « **C'est nous qui travaillons, alors c'est nous qui décidons !** »

ACTUALITE INTERNATIONALE

Au Canada, après une plainte portée par trois travailleuses du sexe, soutenues par des associations et juristes, et après deux ans de délibération et appels, la Juge Himel a déclaré que les lois sur la prostitution, mettant en danger les prostituées, étaient anticonstitutionnelles et devaient donc être changées. En effet, bien que comme en France, la prostitution soit légale, tout est fait pour en rendre l'exercice difficile. A quand un procès semblable en France?

À Londres, en Octobre 2011, s'est tenue la deuxième Université Ouverte du Travail Sexuel (SWOU). Réunissant sur 5 jours près de 400 personnes, des tds du monde entier ont pu échanger leurs savoirs autour de tables rondes, ateliers pratiques, manifestations, spectacles, etc. La prochaine SWOU se tiendra en Octobre 2012 en Écosse.

Plus d'info: www.sexworkeropenuniversity.com

À Istanbul, en Avril 2012, deux membres du Strass ont participé à la plus grande conférence internationale sur les droits des femmes, réunissant près de 2500 personnes. Des centaines de débats et ateliers, notamment sur le travail sexuel. Cette année, la place était vraiment faite pour que les prostituées puissent s'exprimer.

A Calcutta, Inde, en Juillet 2012, des travailleuses du sexe de 43 pays se sont réunis pendant une semaine pour le Sex Worker Freedom Festival (Festival des Libertés du Travail Sexuel). Cette conférence était organisée par NSWP, le réseau mondial des travailleuses sexuelles et par Durbar, la plus grosse organisation de TDS en Inde en protestation à la Conférence Internationale du Sida qui se tenait à Washington, USA. Les Etats Unis ont en place des restrictions sur l'accès au territoire pour les tds et les usagers de drogues.

A Washington, les prostituées américaines ont zappé une conférence du Congrès avec des slogans " Pas de conférence internationale sur le Sida sans putes et sans drogues!", "Les Etats Unis doivent rejeter Pep-Far!" (Pep Far est le "Promesse américaine de subventionner la lutte contre le sida dans les pays en voie de développement, à condition que ces pays refusent de soutenir les droits des prostituées).

Projet de recherche : appel à participation

Le Strass et le Comité International pour les Droits des Travailleuses Sexuelles en Europe organisent avec Dr Nic Mai une recherche participative sur travail sexuel, migration et pénalisation des clients. Le but de cette recherche est de dissiper les mythes abolitionnistes, relayés par l'Etat et les médias que toutes les migrantes travaillant dans l'industrie du sexe sont des victimes de la traite des êtres humains. Merci d'avance d'y participer!



STRASS – Syndicat du travail sexuel
c/o Act Up Paris
B.P. 287
75525 Paris cedex 11
www.strass-syndicat.org
contact@strass-syndicat.org

